

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 12 DECEMBRE 2022 11^{ème} année

Inventaire

Nous vous rappelons que, comme chaque année, vous devez établir un inventaire de votre stock le 31 décembre 2022.

Afin de vous faciliter la tâche, vous trouverez, ci-après, **un exemple type de tableau** :

Articles	Quantités (1)	Prix d'achat unitaire HTVA (2)	TOTAL (1 x 2)
TOTAL FINAL			

Pour rappel, cet inventaire doit être tenu dans un registre spécifique, mais peut être complété dans un tableau Excel et ensuite, imprimé et collé dans ce registre.

Une copie de cet inventaire doit nous parvenir dans le courant du mois de **janvier 2023**.

Nos coordonnées

Fin du chaos des adresses dans le zoning de Vaux-Chavanne
L'administration communale de Manhay a décidé de **supprimer toutes les adresses 48 Z .., et de nous attribuer le numéro 116**



Fin de la déviation de notre ancien numéro de Lierneux (080/318.333)



TABLE DES MATIERES

Page 1

Inventaire
Nos coordonnées

Page 2

Épargne-pension
Jours fériés et repos compensatoire
dans le secteur de la construction
(CP N°124) en 2022-2023

Page 3

Amendes routières

Page 4

À la recherche d'un revenu
complémentaire ?

DATES IMPORTANTES

- Pour le 5 décembre : paiement de la provision ONSS ;
- Pour le 15 décembre : paiement de l'acompte du précompte professionnel ;
- Pour le 20 décembre : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels ;
- Pour le 20 décembre : paiement du versement anticipé (4^{ème} trimestre).

Veillez noter que nos bureaux seront fermés du 23 décembre 2022 au 01 janvier 2023 inclus.

Une permanence aura lieu le jeudi 29/12/2022

INDICE DE NOVEMBRE 2022

BASE	INDICE SANTE
2013	127,44
2004	153,91
1996	175,10

Épargne-pension

Source : Wikifin

Plus que 30 jours pour effectuer vos versements !

Nous sommes en décembre et l'heure est venue de penser à tout ce qu'il vous reste à faire d'ici la fin de l'année.

N'oubliez pas d'inscrire un **versement épargne-pension** sur votre petite liste.

Vous avez en principe **jusqu'au 31 décembre** pour l'effectuer, mais mieux vaut s'y prendre plus tôt. Cette année, le jour du réveillon tombe en effet un samedi !

Quel montant maximum pouvez-vous verser ?

Vous avez le choix :

- soit verser maximum **990 €** et bénéficier d'une réduction d'impôt correspondant à **30 %** du montant versé.
- soit verser jusqu'à **1.270 €** et alors avoir droit à une réduction d'impôt égale à **25 %** du montant versé.

Faites très attention !

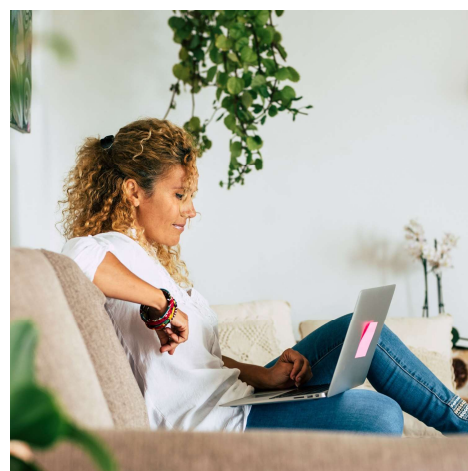
Au-delà de 990 €, la réduction d'impôt passe automatiquement de 30 à 25 %.

Dépasser ce plafond ne devient donc avantageux que si vous versez plus de 1.188 €.

Car 30 % de 990 € équivalent à 25 % de 1.188 €

Exemples

- Versement **990 €** Réduction d'impôt **297,00 €**
- Versement **1.050 €** Réduction d'impôt **262,50 €**
- Versement **1.188 €** Réduction d'impôt **297,00 €**
- Versement **1.270 €** Réduction d'impôt **317,50 €**



Jours fériés et repos compensatoire dans le secteur de la construction (CP N° 124) en 2022-2023

Source : Easypay

2022 2023	JOURS FERIES	RECUPERATION JOURS FERIES	REPOS COMPENSATOIRE
Noël	Dimanche 25 décembre 2022	Lundi 26 décembre 2022	Du 27 au 30 décembre 2022
Nouvel an	Dimanche 1er janvier 2023	Lundi 2 janvier 2023	Du 3 au 6 janvier 2023
Lundi de Pâques	Lundi 10 avril 2023		
Fête du travail	Lundi 1er mai 2023		
Ascension	Jeudi 18 mai 2023		Le 19 mai 2023
Lundi de Pentecôte	Lundi 29 mai 2023		
Fête nationale	Vendredi 21 juillet 2023		
Assomption	Mardi 15 août 2023		Le 14 août 2023
Toussaint	Mercredi 1er novembre 2023		Du 30 au 31 octobre 2023
Armistice	Samedi 11 novembre 2023	Lundi 13 novembre 2023	
Noël	Lundi 25 décembre 2023		Du 26 au 29 décembre 2023

Amendes routières

Sources : fleet.be, gozar.be



Mieux vaudra identifier les conducteurs en infraction en 2023...

Depuis quelques semaines, la SPF Justice poursuit les sociétés qui ne communiquent pas l'identité du conducteur lors d'une infraction, même si l'amende est payée.

Il semble que de trop nombreuses entreprises ne se conforment pas à leur obligation d'identifier les conducteurs de voitures de société en cas d'infraction. En 2021, 685.000 infractions (soit 2 sur 3) n'ont pas fait l'objet d'une identification.

Le SPF Justice promet du changement dès 2023.

Légalement, les sociétés sont tenues de communiquer l'identité d'un conducteur ayant commis une infraction au volant d'une des voitures appartenant à l'organisation.

Cette disposition existe depuis des années dans l'article 67 ter.

Celui-ci prévoit qu'en cas de défaut d'identification endéans les 15 jours, la personne morale risque une amende allant de **200 à 400 € et/ou un emprisonnement allant de 15 jours à six mois.**

Cela dit, jusqu'ici, cette règle n'était pas observée, deux tiers des sociétés se contentant de payer l'amende et de s'arranger ensuite avec le membre de son personnel en question.

Depuis quelques semaines toutefois, **les règles semblent avoir changé**, car plusieurs centaines de sociétés ont reçu des amendes pour défaut d'identification des conducteurs.

La note est en outre salée : **509,06 €** avec un risque qu'elle passe à plus de **1.100 €** !

Autant dire qu'il y a eu quelques surprises, surtout que cette amende était parfois exigée pour des infractions commises **il y a plusieurs années** et qui, évidemment, **avaient été payées.**

Un projet pilote avorté ?

Il est toutefois très vite apparu que **cette vague d'amendes n'était pas généralisée** et qu'il s'agissait d'un projet pilote mené par le SPF Justice via les parquets de **Liège** et de **Gand** uniquement.

Question équité, on peut mieux faire...

Plusieurs fédérations patronales se sont ainsi insurgées contre ce procédé laissé aux oubliettes pendant des années et ressorti sans crier gare.

Dans ce contexte, le SPF Justice a décidé de faire profil bas et a expliqué via un communiqué laconique que **ce projet pilote avait été suspendu début novembre** afin d'en évaluer l'approche, mais aussi **simplifier la procédure** pour permettre aux entreprises à procéder et encoder plus facilement les identifications. **Les PME peuvent désormais se connecter avec une simple carte d'identité électronique ou l'appli Istme.**

Bientôt une relance ?

Les entreprises sont-elles sauvées pour autant ?

Pas vraiment, cette **suspension** n'est que **temporaire.**

Le SPF Justice indique d'ailleurs que l'envoi des transactions pourrait recommencer une fois l'analyse du dispositif terminée et les ajustements faits.

La décision devra toutefois être prise par les parquets.

À la recherche d'un revenu complémentaire ?

Source : Wikifin

Et si vous exerciez un flexi-job ?

Exercer un flexi-job est une solution intéressante pour se faire des à-côtés s'il l'on travaille déjà au minimum à 4/5e temps pour un ou plusieurs employeurs ou si l'on est pensionné.

Qu'est-ce qu'un flexi-job ? Quand peut-on en exercer un ?

Seuls l'Horeca, les coiffeurs, les prestataires de soins de beauté, les boulangers, les bouchers, les grandes surfaces et autres commerces de détail peuvent pour l'instant engager un flexi-joueur.

Ces entreprises ont bien besoin d'un coup de main supplémentaire en périodes d'affluence.

Il n'y a pas de restriction quant au type de travail effectué, ni de limite maximale au salaire ou au nombre d'heures prestées.

Un flexi-job permet non seulement de gagner de l'argent mais aussi de se constituer **des droits sociaux** (chômage, pension et congés).

Les flexi-jobs sont uniquement ouverts aux travailleurs déjà occupés au minimum à 4/5e temps et aux pensionnés.

Attention : il est **interdit** d'exercer un flexi-job auprès de **son propre employeur** !

Conséquences fiscales

L'avantage d'un flexi-job est que le **salaire n'est pas imposé.**

Autrement dit, le **brut est égal au net.**

Il n'y a pas non plus de risque de tomber dans une tranche d'imposition supérieure car **le flexi-salaire ne doit pas être mentionné dans la déclaration d'impôts.**

